

Le 6 décembre 2021

Le silence a assez duré!

Cette année marque le 32^e anniversaire de la tuerie de l'École polytechnique de Montréal au cours de laquelle 14 jeunes femmes ont péri. La violence de leur mort avait fortement ébranlé tout le pays. Devenu la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, le 6 décembre permet de saluer la mémoire de Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte et Barbara Klucznik-Widajewicz.

Pleurer la mort de ces femmes et de toutes les autres filles et femmes victimes de violence nous rappelle que la misogynie responsable de cette tragédie est encore bien vivante aujourd'hui. Les inégalités et les injustices entre les sexes sont partout présentes : à la maison, au travail, dans les médias, le monde politique et le système d'éducation. La violence fondée sur le sexe prend racine dans la structure culturelle et patriarcale sexiste de notre société. Que les hommes aient plus de pouvoir sur les autres sexes nous paraît naturel et acceptable, ce qui ne fait que renforcer la croyance générale voulant que les hommes ont le droit de contrôler les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre.

Personne n'est à l'abri de la violence, et ce, peu importe les antécédents, l'identité ou la situation personnelle. Toutefois, les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre sont plus à risque de subir de la violence fondée sur le sexe. Et les risques sont encore plus élevés pour certaines en raison de la discrimination et des obstacles supplémentaires, notamment les femmes racialisées, les personnes trans et non binaires, les femmes ayant des limitations fonctionnelles, les femmes sans abri et mal logées et les femmes autochtones.

Au cours des deux dernières années, partout dans le monde, les gouvernements ont mis en place diverses mesures de confinement et obligé leurs populations à rester à la maison pour les protéger contre la COVID-19. Mais, durant ce temps, une autre pandémie a vu le jour : la pandémie de l'ombre. Appelée ainsi par les Nations Unies,

elle renvoie à l'augmentation sans précédent de la violence familiale.

Il s'agit d'un enjeu national autant qu'international. Selon un rapport national publié par Hébergement femmes Canada, la fréquence et la gravité de la violence faite aux femmes ont augmenté depuis mars 2020, début de l'imposition de mesures de confinement dans différentes provinces. Ne pouvant plus quitter la maison pour aller au travail, poursuivre des études ou participer à des activités sociales, les femmes victimes de violence ont été laissées avec leur agresseur toute la journée, privées de répit ou d'occasions de demander de l'aide.

Tous les ans, le 6 décembre, nous nous souvenons de la tuerie de l'École polytechnique de Montréal et des femmes qui sont mortes tragiquement. Toutefois, se souvenir ne suffit plus. Il faut faire davantage. La violence fondée sur le sexe demeure un problème de société, qui s'est aggravé durant la pandémie. Il faut démanteler les normes et les structures sociales qui permettent la poursuite de la violence fondée sur le sexe. Combien d'autres femmes devront mourir avant que nous nous levions pour dire que ça suffit? Refusons de vivre dans une société qui place les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre dans une catégorie de deuxième zone. Dénouons haut et fort la violence faite aux femmes. Refusons d'être réduites au silence.



Solidarité,

Julee Sanderson
1^{re} vice-présidente nationale

2019-2023 / Bulletin n° 314
/bk sepb 225 ab scfp 1979

